

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 février 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-quinzième session
Points 34, 71 et 135 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

Prévention des conflits armés

Droit des peuples à l'autodétermination

**La responsabilité de protéger et la prévention
du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage
ethnique et des crimes contre l'humanité**

**Lettre datée du 25 février 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le mémorandum du Ministère des affaires étrangères de la République d'Artsakh (République du Haut-Karabakh) concernant la visite du dirigeant de l'Azerbaïdjan dans les territoires de la République d'Artsakh, occupés depuis l'agression militaire perpétrée par l'Azerbaïdjan, le 27 septembre 2020 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34, 71 et 135 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mher **Margaryan**



**Annexe à la lettre datée du 25 février 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Mémorandum du Ministère des affaires étrangères
de la République d'Artsakh concernant la visite du Président
de l'Azerbaïdjan dans les territoires occupés de la République
d'Artsakh**

Le 27 septembre 2020, avec l'aide de la Turquie et de mercenaires étrangers de plusieurs groupes extrémistes et terroristes du Moyen-Orient et d'autres régions, l'Azerbaïdjan a lancé une agression de grande ampleur contre la République d'Artsakh dans l'objectif de détruire l'Artsakh, d'en miner le statut d'État et d'exterminer son peuple. La guerre a duré 44 jours et a fait des milliers de morts ; des dizaines de milliers de personnes sont devenues des réfugiés et de nombreuses autres ont été prises en otage. La guerre s'est soldée par l'occupation d'une grande partie du territoire de la République d'Artsakh. Presque immédiatement après la fin des hostilités, les autorités azerbaïdjanaises se sont attachées à imposer une politique du fait accompli, instaurée et maintenue par l'emploi de la force militaire, en violation flagrante des normes du droit international. Les visites faites par le Président azerbaïdjanais dans les territoires saisis par la force militaire durant cette guerre de 44 jours participent des moyens mis en œuvre pour appliquer cette politique.

La visite d'Ilham Aliyev, le 15 janvier 2021, dans certains territoires de la République d'Artsakh (Haut-Karabakh), actuellement occupés illégalement par l'armée azerbaïdjanaise, est un des exemples les plus flagrants, parmi tant d'autres, de la politique d'après-guerre menée par l'Azerbaïdjan. Après avoir traversé la région occupée de Hadrou, Ilham Aliyev s'est rendu dans les villages de Martouni et d'Askeran, concluant sa visite par la ville de Chouchi. Lors de cette dernière étape, il a fait plusieurs déclarations chargées de menaces évidentes, de provocations belliqueuses, d'affronts purs et simples et de haine à l'égard du peuple arménien¹.

Le caractère provocateur de ces visites et les propos incendiaires tenus dans leur cadre montrent que l'Azerbaïdjan a l'intention de consolider ce qu'il a acquis illégalement par l'occupation militaire, d'entraver la reprise des négociations en vue d'un règlement global du conflit avec le Karabakh, d'éviter une solution pacifique et d'empêcher le retour des Arméniens déplacés. Cette attitude destructrice de défi est devenue ordinaire et habituelle de la part de l'Azerbaïdjan.

¹ Extrait du discours prononcé par Ilham Aliyev à Chouchi, le 15 janvier : « Ils se terrent comme des rats désormais, sans desserrer les dents, incapables de dire mot. Nous sommes arrivés en vainqueurs. Nous avons planté notre drapeau. Le drapeau azerbaïdjanais flotte désormais sur toutes les terres libérées. Nous nous sommes battus pour en arriver là. Nul ne nous a donné ces terres. Les négociations étaient vaines. Nous avons compris que c'était à nous de libérer nos terres, et c'est ce que nous avons fait. Déployant notre force à la face du monde, nous avons écrasé la tête de l'ennemi. Nous avons mis l'ennemi à genoux et l'avons contraint à capituler. Tels sont les faits, et cette capitulation humiliante sera à jamais gravée dans l'Histoire ».

<https://en.president.az/articles/50226>.

« Le monde a été témoin de ce qu'il advient à quiconque provoque notre courroux. Que nul n'oublie qu'avec une main de fer, nous avons brisé l'ennemi. S'il le faut, nous recommencerons. Kocharyan et Sargsyan : ennemis du peuple azerbaïdjanais, vous êtes responsables de ce qui s'est produit ici. Je suis venu en tant que Commandant en chef d'une armée victorieuse, et je me tiens ici. Ici, ce sont mes terres. Toute trace de votre présence en sera à jamais effacée. Nous vous avons chassés comme des chiens, nous vous avons expulsés, nous vous avons envoyés en enfer ».

<https://en.president.az/articles/50184>.

Avant l'agression militaire perpétrée par l'Azerbaïdjan en 2020 et l'occupation d'une partie des territoires de l'Artsakh, le peuple de l'Artsakh, exerçant son droit à l'autodétermination, avait créé un État dans ces terres. Le droit à l'autodétermination est un droit fondamental des peuples, une règle de *jus cogens*, garanti par le droit international. Consacré jusque dans la Charte des Nations Unies, il renvoie au droit des peuples de choisir librement et souverainement leur statut politique international, indépendamment de toute ingérence². Le non-respect de ce droit fondamental constitue non seulement une violation des droits humains³, mais également l'une des principales sources de graves menaces qui pèsent constamment sur la sécurité de la région.

Dans sa résolution intitulée « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États », l'Assemblée générale proclame que « [t]out État a le devoir de s'abstenir de recourir à toute mesure de coercition qui priverait [des peuples] de leur droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance »⁴. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques réaffirment par ailleurs le droit de tous les peuples à l'autodétermination⁵. Ces textes font également obligation aux États parties de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies⁶.

L'Azerbaïdjan lui-même reconnaît le droit des peuples à l'autodétermination, lequel est inscrit dans la déclaration adoptée par le Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à sa réunion tenue à Athènes, les 1^{er} et 2 décembre 2009. Le document, approuvé par tous les États participants de l'OSCE, y compris l'Azerbaïdjan, se lit ainsi : « Nous prions instamment les parties de conserver la dynamique positive des négociations et appuyons fermement leur détermination à finaliser les Principes fondamentaux pour un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh, sur la base du Document de Madrid, afin de commencer à rédiger de bonne foi et sans retard un accord global de paix. Les Ministres ont réaffirmé leur engagement de s'employer activement à résoudre les questions en suspens pour aboutir à un accord fondé, en particulier, sur les principes de l'Acte final d'Helsinki de non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, d'intégrité territoriale, d'égalité de droits des peuples et de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »⁷.

Cette position, qui défend le droit à l'autodétermination, a été renouvelée dans la Déclaration de Bakou à l'issue de la dix-huitième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, où l'Azerbaïdjan a réaffirmé ses

² Charte des Nations Unies, 24 octobre 1945, 1 UNTS XVI Article 1(2).

³ Dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, qu'elle a adoptés à Vienne le 25 juin 1993, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme considère que le déni du droit à l'autodétermination constitue une violation des droits de l'homme et souligne qu'il importe qu'il soit effectivement réalisé.

⁴ Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, intitulée « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États ».

⁵ Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques disposent tous deux, au paragraphe 1 de l'article premier, ce qui suit : « Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel ».

⁶ Assemblée générale des Nations Unies, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 16 décembre 1966. Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 999, article 1 (3), disponible à l'adresse suivante : <https://www.refworld.org/docid/3ae6b3aa0.html> [consulté le 14 février 2021].

⁷ Déclaration ministérielle, Documents finals, Dix-septième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE, Athènes, 1^{er} et 2 décembre 2009 ; <https://www.osce.org/files/f/documents/6/1/67622.pdf>.

« positions de principe [...] concernant le droit à l'autodétermination des peuples sous occupation étrangère ou coloniale »⁸.

Aujourd'hui, dans le contexte des négociations de paix en cours, l'Azerbaïdjan ne peut faire fi du droit à l'autodétermination du peuple de l'Artsakh. Il ne saurait prétendre, alors qu'il recourt à la force militaire plutôt qu'à des négociations pacifiques, qu'il recherche un règlement au conflit. L'Azerbaïdjan doit non seulement être condamné pour ses actes ; il faut également l'amener à y mettre fin, compte tenu de ses déclarations en faveur du droit des peuples à l'autodétermination.

L'occupation azerbaïdjanaise, par la force militaire, du territoire de la République d'Artsakh est la conséquence directe d'un fait internationalement illicite⁹. L'attaque envers la République d'Artsakh a été perpétrée en violation à la fois des engagements internationaux pris par l'Azerbaïdjan de parvenir à un règlement pacifique du conflit avec le Karabakh et des normes du droit international, notamment du droit international des droits de l'homme. Les agissements de l'Azerbaïdjan constituent des actes d'agression¹⁰ envers le peuple de l'Artsakh et une atteinte au droit à la vie des personnes visées, reconnu dans les instruments internationaux pertinents¹¹. De plus, pendant l'agression armée, l'Azerbaïdjan s'est largement appuyé sur des milliers de combattants d'organisations terroristes et extrémistes du Moyen-Orient, recrutés en tant que mercenaires, ce qui constitue une violation flagrante du droit international, et plus particulièrement de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

En conséquence, toutes mesures législatives et administratives prises par l'Azerbaïdjan pour modifier le statut des territoires de la République d'Artsakh (notamment l'expropriation des terres et des propriétés, le transfert de populations vers les territoires occupés et le rattachement de ces territoires à l'Azerbaïdjan) sont manifestement illicites au regard du droit international et ne sauraient avoir d'effet. Nulle acquisition territoriale obtenue par la menace ou l'emploi de la force ne peut être reconnue comme légale¹². Le corollaire est également vrai : toute acquisition territoriale obtenue par la menace ou l'emploi de la force est illégale¹³.

L'occupation militaire actuelle, par l'Azerbaïdjan, du territoire de la République d'Artsakh, notamment de la ville de Chouchi, ne saurait elle non plus en modifier le

⁸ Assemblée générale des Nations Unies, soixante-quatorzième session, A/74/542 (8 novembre 2019), p. 7 ; disponible à l'adresse suivante : <https://www.undocs.org/fr/A/74/542>.

⁹ Voir le premier principe de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies (résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, 24 octobre 1970, annexe) ; Charte des Nations Unies, 24 octobre 1945, 1 UNTS XVI Article 2 ; voir *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, fond, arrêt du 27 juin 1986, C.I.J. Recueil 1986, par. 250.

¹⁰ Résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale, intitulée « Définition de l'agression » : « L'invasion ou l'attaque du territoire d'un État par les forces armées d'un autre État, ou toute occupation militaire, même temporaire, résultant d'une telle invasion ou d'une telle attaque, ou toute annexion par l'emploi de la force du territoire ou d'une partie du territoire d'un autre État » constitue un acte d'agression.

¹¹ Voir, par exemple, Assemblée générale des Nations Unies, Déclaration universelle des droits de l'homme, 10 décembre 1948, 217 A (III), article 3, disponible à l'adresse suivante : <https://www.refworld.org/docid/3ae6b3712c.html> [consulté le 14 février 2021].

¹² Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, intitulée « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États ».

¹³ *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, fond, arrêt du 27 juin 1986, C.I.J. Recueil 1986, par. 189. La Cour a noté « l'obligation de ne pas reconnaître les acquisitions de territoires ou d'avantages spéciaux obtenus par la force ».

statut. La ville de Chouchi fait partie intégrante de la République d'Artsakh sur les plans territorial, culturel, économique et historique. Toute tentative de prise de cette ville constitue une violation flagrante de l'intégrité territoriale de l'Artsakh.

Les actes de provocation commis par l'Azerbaïdjan pour perturber les négociations visant à un règlement global et définitif du conflit avec le Karabakh et consolider le *statu quo* découlant d'une agression flagrante et par l'emploi illégal de la force doivent être condamnés avec la plus grande fermeté. Il convient de noter que lors de ses visites dans le territoire occupé de l'Artsakh, le Président azerbaïdjanais a ouvertement admis avoir déclenché la guerre, et ce au mépris de la position des médiateurs internationaux, représentés par les trois coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, et de la communauté internationale dans son ensemble, à savoir que l'emploi de la force est inadmissible pour régler le conflit. Enhardi par son impunité, l'Azerbaïdjan cherche désormais à imposer sa volonté et son ambition, non seulement aux Arméniens, mais à l'ordre international tout entier, en établissant l'emploi de la force comme moyen valable de régler les conflits internationaux. Cet acte est intolérable et doit être condamné.

Seul un règlement juste – qui éliminerait à la fois la cause profonde du conflit liée au refus de l'Azerbaïdjan de reconnaître les droits du peuple de l'Artsakh et effacerait les conséquences de l'emploi illégal de la force militaire par l'Azerbaïdjan – pourra rétablir la primauté du règlement pacifique des différends et briser le précédent inconcevable que l'Azerbaïdjan cherche à créer dans l'ordre international.

Ainsi, le règlement du conflit entre l'Azerbaïdjan et le Karabakh doit s'appuyer sur les éléments fondamentaux suivants :

- La définition du statut de l'Artsakh, fondée sur la reconnaissance de la volonté du peuple de l'Artsakh et de son droit inaliénable à l'autodétermination ;
- Le rétablissement de l'intégrité territoriale de la République d'Artsakh, dans le cadre de laquelle le peuple de l'Artsakh, exerçant son droit à l'autodétermination, a établi son État ;
- La fin de l'isolement de l'Artsakh et la participation de son peuple aux mécanismes internationaux ;
- Une échéance raisonnable pour le règlement définitif du conflit afin d'éviter le prolongement des négociations et le risque d'enlèvement.

Le règlement juste et sans délai du conflit entre l'Azerbaïdjan et le Karabakh est incontournable pour que le sud du Caucase devienne une région en paix, stable et prospère. Le *statu quo* résultant de l'agression et de l'emploi illégal de la force par l'Azerbaïdjan n'est ni acceptable au regard du droit international, ni propice à une paix durable dans la région.

Stepanakert
Le 23 février 2021